

LA GLOBALISATION DU CRIME

Une métaphore scientifique largement popularisée voudrait que « le battement d'une aile de papillon dans le Pacifique puisse créer une tornade à l'autre bout du monde ». Konrad Lorenz avait certes relativisé ce qui n'était qu'une question en 1972, au moment même où la modernisation et le développement des organisations criminelles autour de la French Connection étaient au cœur de la métamorphose du paysage de la criminalité. Pour la première fois, dans ces années 1960 et 1970, on assistait à une alliance entre fournisseurs de morphine-base libanais, turcs et arméniens ; chimistes du milieu marseillais et corse ; intermédiaires siciliens et acheteurs américains.

5

La vie est tout entière faite de ces coïncidences qui permettent d'éclairer des mouvements anciens dont l'émergence apparaît toujours plus spectaculaire que la réalité quotidienne.

Il existe diverses options pour traiter du sujet abordé dans ces pages. Soit nier l'évidence et partir du principe selon lequel tout va bien et passer pour un aveugle ; ou bien s'arc-bouter sur le triptyque national administratif habituel de justification : « négation, minoration, éjection », en français courant « ce n'est pas vrai, ce n'est pas grave, ce n'est pas ma faute » ; sinon, troisième possibilité, exposer les faits dans leur brutalité et passer pour un catastrophiste uniquement préoccupé par la volonté de terroriser les populations ou d'augmenter son chiffre d'affaires de consultant. Les receleurs de peurs collectives se repaissent de ces avatars de la pensée unique qui, faute de diagnostic, se querellent sur les thérapeutiques, sans grand souci de l'état du malade.

On peut, enfin, admettre la réalité, l'analyser, la révéler, quitte à assumer la critique virulente de ceux qui, enfermés dans le dispositif précédent, ont du mal à concevoir une confrontation fondée sur les faits. C'est le parti que nous prenons ici. Le principe de réalité étant à la base de l'analyse scientifique, cette contribution s'appuiera donc sur des faits

pour construire une analyse des mutations des phénomènes criminels, en espérant le débat.

LE CRIME, ÉTALON DE LA SOCIÉTÉ ÉCONOMIQUE LIBÉRALE AVANCÉE

Le crime, structurellement et culturellement, est organisé selon les règles de l'économie de marché. L'entreprise criminelle est une entreprise comme les autres, pratiquant l'intégration verticale et horizontale, intéressée aux nouveaux concepts de management, développant l'*incentive* pour ses personnels, investissant dans la recherche / développement, recyclant et refinançant sa trésorerie. Tout au plus pourrait-on lui reprocher une gestion de la concurrence quelque peu expéditive.

6 Longtemps le crime fut spécialisé. Chaque organisation criminelle s'occupait d'un secteur particulier et laissait à ses homologues le soin d'investir d'autres domaines. Seuls les territoires étaient affaire de monopole par secteur. Puis, par capillarité, appât du gain ou agacement devant une cohabitation géographique imposée, proxénètes et trafiquants d'alcools se sont rapprochés, contrebandiers et faussaires ont commencé à dialoguer. Les opérateurs de stupéfiants se sont imposés au rythme des prohibitions nationales faisant suite à autant de laxisme étatique sur la question de l'opium que sur celle de la cocaïne. Il fut même un temps où les États occidentaux étaient les principaux dealers du monde, allant jusqu'à organiser une guerre contre un État souverain qui avait osé, le premier, interdire les stupéfiants : la Chine de Tseu Hi. La première guerre de l'opium opposa la Grande-Bretagne à la Chine, entre 1839 et 1842 ; la deuxième vit la Grande-Bretagne et la France alliées contre la Chine, entre 1856 et 1860.

Dans les années 1960 et 1970, l'interdit moral imposé notamment par Cosa nostra contre les réseaux de stupéfiants tombera face aux immenses profits générés et à la recomposition des mercenaires disponibles attirés eux aussi par une meilleure paie.

L'entreprise criminelle est peu à peu devenue l'étalon de la société économique libérale avancée, donnant totalement raison à Adam Smith : la main invisible du marché existe. Mais c'est une main criminelle.

La globalisation du crime est un mouvement entamé parallèlement à l'ouverture des frontières géographiques et au développement des flux migratoires et financiers permettant l'interconnexion entre criminalité locale et d'origine italienne, irlandaise, polonaise, mais aussi basque, israélienne, albanaise, vietnamienne, chinoise, japonaise, etc.

Les populations migrantes, dans leur plus grande partie (Afrique, Chine, Irak, Afghanistan...), sont les premières victimes des organisations criminelles, mais masquent aussi l'implantation de groupes se dissimulant derrière de légitimes opérations humanitaires. Chacune choisit des points d'ancrage dans les nouveaux mondes – États-Unis, Canada, Australie –, puis se développe et s'enracine dans un complexe mouvement d'accords locaux, d'expansion plus ou moins violente, de consolidation territoriale, d'intégration avec les organisations criminelles autochtones.

À cet égard, « l'ennemi intérieur criminel » s'appuie naturellement, après une phase de confrontation, sur des groupes locaux, qu'ils soient dominés ou bien ravis de cette opportunité d'expansion. Il en fut ainsi des Irlandais à New York, des Chinois dans l'Ouest américain, des Italiens ou des Russes sur la façade Atlantique des États-Unis.

7

LES NOUVEAUX TERRITOIRES DU CRIME

L'ouverture des frontières physiques, la dérégulation des économies et des investissements, la multiplication de bases offshore pour l'optimisation fiscale (joli nom donné à la fraude), l'hypocrisie des États face à des confettis politiques (Bahamas, Chypre, Monaco, Luxembourg, îles Anglo-Normandes) qui permettent de gérer corruption, rétrocommissions et fraudes en tout genre, ont permis au crime organisé de se connecter sur le même tuyau. Ainsi, rien de plus facile aujourd'hui que d'écouler le produit issu des opérations de trafic d'êtres humains ou de morceaux humains, de stupéfiants, d'œuvres d'art, de faux de toute nature (surtout médicaments, mais également pièces détachées, disques, groupes électrogènes).

Faute de frontières et de gardes frontières, physiques ou immatériels, la globalisation a renforcé les organisations criminelles, leur a permis de trouver des alliés, de créer de nouvelles filiales, d'investir de nouveaux marchés et de conquérir de nouvelles cibles. Elle a aussi permis à ces structures de s'enraciner dans des États « échoués », ou en voie de l'être (comme la Somalie), incapables d'assurer leurs missions vitales et donc livrés à l'anarchie, à la corruption et aux luttes intestines.

États incestueux, où crime et administration cohabitent au prix d'une dramatique saignée sur l'économie nationale (Japon, Thaïlande, Argentine); États gangrenés (Pakistan, Italie, Albanie, Chine), où les politiques de lutte contre la criminalité sont encore embryonnaires ou peu lisibles, peuplent nos univers médiatiques sans vraiment éveiller ni notre curiosité ni nos inquiétudes.

Partout opérateurs anciens et nouveaux évoluent, s'affirment, se combattent sous l'œil tantôt désabusé, tantôt interloqué des pouvoirs d'État.

Un tour du monde de la planète criminelle confirme ces situations.

Les narco-guérillas restent puissantes en Birmanie (opium¹ et amphétamines²) et se multiplient en Afghanistan (pavot et héroïne³). Elles se renforcent et développent de nouveaux produits en Colombie (cannabis renforcé et héroïne), s'installent au Brésil (cocaïne) et se déchirent au Mexique (cocaïne, marijuana, méthamphétamine) où une violente guerre d'élimination a produit plus de morts que les opérations militaires combinées des États-Unis en Afghanistan et en Irak (plus de 5 300 morts en 2008, 10 475 depuis l'arrivée au pouvoir de Felipe Calderón en décembre 2006, dont 242 décapités⁴, et des effets dans près de 230 villes des États-Unis⁵). La consommation progresse un peu partout dans le monde : 165,6 millions de consommateurs de cannabis, 24,7 millions pour les amphétamines, 9 millions pour l'ecstasy, 16 pour la cocaïne, 16,5 pour les opiacés (dont l'héroïne, 12 millions)⁶. Les consommateurs rajeunissent et la consommation de cocaïne ou de dérivés connaît une progression fulgurante en Europe (4 millions de consommateurs)⁷.

La piraterie maritime refait son apparition avec des criminels qui s'attaquent à tous les types de navires, intervenant de plus en plus loin des côtes, reconstituant les ports autonomes et s'enrichissant de rançons de plus en plus élevées. Dans les huit premiers mois de l'année 2009, 5 096 attaques ont été enregistrées auprès de l'International Maritime Organization, en hausse de près de 30 % sur l'année précédente.

Le cybercrime ne cesse de se développer et de déjouer les parades mises en place par les entreprises. Les vols d'identité, les escroqueries diverses, les opérations de détournement d'ordinateurs (entre janvier

1. 410 tonnes d'opium produites sur 28 500 hectares en 2008 (*Opium Poppy Cultivation in South East Asia*, ONUDC, décembre 2008).

2. 21 % des drogues chimiques produites en Asie entre 2002 et 2006 viennent de Birmanie, notamment de zones contrôlées par la United Wa State Army et la Shan State Army-South (*Amphetamines and Ecstasy*, ONUDC, septembre 2008).

3. En 2008, 157 000 hectares de pavot, produisant 7 700 tonnes d'opium (*Afghanistan Opium Survey 2008*, ONUDC, août 2008).

4. Chiffres arrêtés au 13 mars 2009 (*El Universal*, 25 mars 2009).

5. *National Drug Threat Assessment 2009*, National Drug Intelligence Center, Department of Justice, décembre 2008.

6. *World Drug Report*, ONUDC, juin 2008.

7. Voir la note d'alerte n° 11 du Département de recherches sur les menaces criminelles contemporaines (DRMCC), « Cocaïne : la conquête de l'Europe » (septembre 2007), et la note d'alerte n° 2, « Cocaïne sur l'Europe : l'inondation approche » (juillet 2003).

et novembre 2008, plus de 34,3 millions d'ordinateurs infectés par un *bot*, agent logiciel automatique ou semi-automatique qui interagit avec des serveurs informatiques) ou de destructions de données progressent fortement tous les ans malgré les dispositifs « antivirus » et les nombreux systèmes de protection constamment créés. En mars 2009, le chef de la sécurité d'AT&T estime les revenus des cybercriminels à au moins 1 000 milliards de dollars. Les systèmes informatiques et les réseaux de communication publics et militaires sont de plus en plus la cible des pirates. La croissance des intrusions malveillantes et des attaques informatiques oblige les États et les entreprises à inventer de nouvelles réponses, et ce d'autant plus que des organisations étatiques peuvent être les acteurs de cette cyberguerre, comme cela a pu être montré, courant 2008, lors de l'agression informatique à l'encontre de l'Estonie.

Le terrorisme a longtemps été considéré comme une activité détachable du crime. Son évolution au cours des vingt dernières années tend à inverser cet axiome. Son hybridation, sa porosité aux activités criminelles, sa déterritorialisation généralisée, en font désormais une activité criminelle parmi d'autres, qui continue à évoluer et à se développer, marquant des enracinements structurels en Irak, un nouveau développement en Afghanistan, des persistances en Arabie Saoudite, au Maghreb et en Égypte, des tensions en Angleterre ou en Espagne...

9

L'HYBRIDATION CRIMINELLE

En 2010, le crime a échappé à la récession et affiche toujours un taux de croissance très élevé tant dans ses secteurs traditionnels que dans de nouveaux domaines qui s'ouvrent à lui, comme celui de l'hybridation entre opérateurs « politiques » et organisations criminelles.

Il ne s'agit plus seulement de la collecte d'un impôt révolutionnaire permettant de financer les activités de « résistance » de type IRA, OLP, PKK ou ETA, mais d'un développement d'activités criminelles intégrées.

Les organisations criminelles de Bombay ou de Karachi sont aussi des opérateurs au bénéfice de groupes politiques basés au Pakistan. Des opérateurs de la Camorra ont avoué leurs liens avec des groupes radicalisés agissant au nom de l'islam salafiste, mais assassinent aussi leurs concurrents en Allemagne ('Ndrangheta). Certains groupes anti-talibans d'avant la « libération » de l'Afghanistan et des groupes pro-talibans post-guerre se financent aujourd'hui tous deux par la production de stupéfiants.

Le Hamas ou le Hezbollah s'arment grâce à l'aide des organisations

criminelles égyptiennes ou par le trafic d'héroïne (explosion des saisies à la frontière entre Israël et le Liban) alors que les groupes criminels israéliens règlent leurs comptes, y compris en période de guerre, sur le territoire israélien ou en Europe de l'Est. En 2003, à Tel-Aviv, un attentat, d'abord attribué aux Palestiniens, vise le caïd Zeev Rosenstein (trois morts); en 2004, un autre parrain israélien est visé par des grenades près de son casino de Prague; en 2008, on relève au moins trois attentats ou tentatives à la voiture piégée en Israël, sans compter les nombreuses fusillades. Le tout sur fond de rivalités pour le contrôle du trafic de drogue... et du recyclage des bouteilles⁸.

10 Les organisations criminelles russes ont pignon sur rue aux États-Unis (surtout sur la côte Est) alors que les triades chinoises ou les yakusas japonais ont plutôt jeté leur dévolu sur la côte Pacifique (Hawaï, Californie, région de Seattle). Elles se sont également implantées sur la frontière canadienne, marquant la plus grande perte en vies humaines de l'histoire de la police montée du pays lors d'une opération policière qui visait à démanteler un laboratoire clandestin d'amphétamines en 2008⁹.

En Europe communautaire, Europol reconnaît désormais, dans ses rapports annuels, l'émergence accélérée d'organisations criminelles se confrontant désormais avec les États et développant des relations avec des groupes extracommunautaires, particulièrement la *maffiyah* turque ou sa filiale bulgare. Les groupes criminels tchéchènes ont, quant à eux, survécu à l'anéantissement partiel du pays et étendent discrètement leur influence en Europe, y compris au cœur de Paris¹⁰.

Les *yardies* jamaïcains, puissamment implantés en Grande-Bretagne et aux États-Unis, doivent maintenant faire face aux *maras* centraméricains qui viennent concurrencer les gangs criminels traditionnels, au point que le FBI a créé une nouvelle unité spéciale contre la MS-13.

Chacun cultive sa différence et sa capacité à agir en mercenaire ou en concurrent des autres, tout en contribuant à l'élévation du niveau de violence employée pour assurer sa survie, ses profits et son extension territoriale.

On pourrait imaginer que les paragraphes qui précèdent constituent la préface d'un roman noir visant à terroriser les populations au bénéfice d'on ne sait quelle préoccupation politique. Il ne s'agit pourtant que d'une

8. Ces épisodes mafieux sont notamment développés sur le site spécialisé www.crimorg.com.

9. Le 3 mars 2005, quatre agents étaient assassinés lors d'une intervention pour démanteler un laboratoire d'amphétamines en Alberta.

10. Voir la note d'alerte n°6 du DRMCC, « Le crime organisé tchéchène » (avril 2006).

énumération volontairement ramassée des dernières années d'activité du monde criminel, telle que recensée par les rapports publics, les bilans, officiels ou officieux, des services de police ou les enquêtes de journalistes spécialisés, confirmant ou précédant les aveux des organismes d'État.

Les organisations criminelles ont même appris à se faufiler dans les interstices de la lutte contre le terrorisme, comprenant rapidement que la réorientation des moyens policiers de l'une vers l'autre ne pouvait que leur profiter.

Les modifications géographiques, la friabilité des territoires et des frontières, la dynamique des flux et des trafics, la déstabilisation induite par la crise financière mondiale sont autant de facteurs d'accélération et de renforcement des implantations des organisations criminelles.

Il ne s'agit plus d'un conflit entre ordre et désordre mais de l'affirmation d'une concurrence entre deux ordres, disposant de structures et de règles et combattant pour le contrôle d'un même espace et le monopole de mêmes marchés. Et nous sommes paradoxalement aveugles ou amnésiques, alternativement ou simultanément, face à des évolutions souvent perceptibles, fréquemment annoncées et dont les effets sont généralement dévastateurs.

Comme le rappelait en septembre 2007 une note d'alerte du Département des recherches sur les menaces criminelles contemporaines (DRMCC) de l'Institut de criminologie de Paris : « Dans un monde instable et chaotique, les évolutions sont brutales, les mutations fréquentes, les hybridations quotidiennes. L'ère de l'ennemi lourd, stable et lent – donc identifié – est révolue. Qui au Japon connaissait la secte Aum Shinrikyo avant l'attentat au gaz sarin dans le métro de Tokyo ? Qui aux États-Unis avait repéré la minuscule scission des Branch Davidians (elle-même issue des Adventistes du 7^e Jour) avant les 170 morts d'Oklahoma City ? Qui y savait le sens du mot Salafiya avant les attentats de Nairobi et Dar es-Salaam ? Qui se doutait qu'une modeste *jamaa islamiya* nommée Fatah al-Islam infligerait 140 morts à l'armée libanaise – soutenue explicitement par les États-Unis et en douce par Israël – avant de disparaître, nombre de ses guerriers et cadres s'étant volatilisés lors de la prise de Nahr el-Bared ? Qui en Afrique connaissait le nom de la milice Janjawid avant les massacres du Darfour ? » On peut aisément en prolonger la liste. Qui avait traduit, et encore moins lu, aux États-Unis, la « Déclaration de guerre à l'Amérique » publiée en août 1996 par Oussama ben Laden ? Qui avait compris la force des mollahs iraniens avant 1979 ? Qui a vraiment pris la peine de lire le rapport complet de la commission d'enquête du Congrès américain sur le 11 Septembre, récit tragi-comique d'une déstructuration

volontaire de l'appareil de renseignement de la plus grande puissance mondiale ?

LES MUTATIONS CRIMINELLES

Menaces, risques, territoires, organisations, tels que calibrés depuis le traité de Westphalie, ont profondément changé de nature.

Ce changement de dimension et la révision brutale des géographies physiques et culturelles du crime sont autant d'évolutions difficiles à intégrer pour des États habitués aux logiques des Yalta qui, jusqu'en 1989, régissaient le monde.

12 On trouve ainsi de véritables mafias (japonaises, chinoises, italiennes, turques) qui pratiquent l'initiation et l'organisation claniques, affirmant un lien indissoluble entre territorialisation et tribalisation, des organisations criminelles transnationales, rassemblements plus ou moins structurés de volontés individuelles et de mercenaires organisés en réseaux, ainsi que des nébuleuses hybrides, changeant de nom ou de mode opératoire en fonction des événements.

Al-Qaïda, loin d'être une organisation avec un chef agissant sous ce nom, est en fait une mutuelle du terrorisme reposant sur le partage d'une idéologie et de moyens. C'est la construction de valeurs communes qui permet la mise en commun d'outils sans imposer une structure pyramidale et hiérarchisée. On est alors très éloigné du mauvais James Bond occidental affrontant un « Docteur No » salafiste disposant d'un quartier général truffé d'ordinateurs clignotants et de pistes de lancements de missiles intercontinentaux. Mais nous ne pouvions accepter que l'ennemi ne nous ressemble pas, d'un point de vue bureaucratique en tout cas.

Ainsi, Al-Qaïda n'a jamais porté ce nom. Oussama ben Laden s'étonne même que le « Front international islamique de lutte contre les Juifs et les Croisés » (marque déposée) soit affublé de ce sigle avant de se résoudre à le franchiser puisque telle était la demande du « marché ». Ce n'est pas une organisation mais un rassemblement souple et nébuleux. Il n'en est pas le chef, tout au plus le porte-parole ou l'icône, désormais symbole éternel dont l'efficacité n'est d'ailleurs en rien altérée par le fait de savoir s'il est mort ou vivant. Sans connaissance de la réalité du dispositif, la chance de pouvoir l'atteindre durablement ou définitivement est faible.

Nombre d'autres groupes, moins visibles, mais tout aussi présents, évoluent très rapidement. Le Hezbollah a ainsi vite changé de modèle

d'organisation en passant d'une stratégie de guérilla classique, évoluant rapidement, à une logique de contrôle territorial et d'enracinement, créant un contre-État qui dispose de tous les moyens traditionnels – et modifiant durablement la relation entre Israël et le Liban. Les stratégies du Hamas comme de Tsahal s'adaptent ainsi rapidement à partir des enseignements du conflit de 2006.

L'ENTREPRISE VICTIME

Longtemps, seuls les centres de production étaient la cible des opérateurs criminels. Attentats, destructions et menaces se focalisaient sur l'outil industriel. Puis les expatriés furent considérés comme des atouts importants et les enlèvements commencèrent. Les centres de distribution connurent aussi leur vague de menaces. Depuis le 11 septembre 2001, les administrations, les centres de contrôle des réseaux de communication, informatiques, boursiers, les passagers des avions « transportant » l'expérience humaine des entreprises sont devenus des objectifs au même titre que les bâtiments militaires ou les centres de décision des pouvoirs publics.

13

Si les sociétés de sécurité privée se sont largement développées, bien avant ces événements, en profitant du désintérêt ou du retrait des opérateurs publics étatiques, le changement de niveau des menaces, l'élargissement du spectre de l'activité criminelle – des personnes aux bâtiments et aux réseaux de communication –, en tenant beaucoup moins compte de l'outil de production, a imposé un nouvel acteur, à son corps défendant, de l'espace criminel : l'entreprise. Qu'il s'agisse d'espionnage industriel, de prédation des brevets ou des technologies, de protection du fret ou des ingénieurs, de préservation des investissements ou de protection contre le blanchiment, les entreprises sont désormais impliquées à grande échelle dans les combats contre le crime.

Le secteur bancaire, englué dans ses règles de compliance et totalement ouvert aux risques que l'on feint de ne pas voir tant l'espace offshore est devenu indispensable et le hors-bilan (interdit aux entreprises classiques) nécessaire à l'amélioration tendancielle du taux de profit virtuel, n'échappe pas à la confrontation.

Les organisations criminelles, depuis l'opération des faux prêts immobiliers au Japon il y a vingt ans, ont parfaitement compris les failles d'un secteur qui, en se dérégulant à marche forcée, a ouvert ses portes à toutes les opérations illégales, créant même la plus grande « blanchisserie d'argent sale » mondiale dans le golfe Persique. Les services canadiens s'alarment

de l'implication du crime organisé dans la fraude hypothécaire¹¹, que la police britannique chiffre à au moins 870 millions d'euros par an au Royaume-Uni¹².

L'EUROPE FACE AU CRIME ORGANISÉ

Pendant ce temps, les débats européens portent sur l'art et la manière d'accélérer encore les ressources des organisations criminelles, notamment par le biais d'Internet et des jeux en ligne, déjà largement dérégulés et remplaçant, en partie seulement, les « bandits manchots » clandestins qui peuplent les bars dans toute l'Union, France largement comprise, malgré les efforts de contrôle du gouvernement français.

14 Le syndrome d'Azincourt, qui vit la fine fleur de la chevalerie française écrasée par des archers dépenaillés, n'a pas disparu. Il s'est même peu à peu répandu dans la plupart des organisations policières et de renseignements, fascinées notamment par Échelon¹³ et les opportunités offertes par le développement de la technologie tant dans le domaine de la surveillance (par satellite) que dans celui de la captation des communications. Encore faut-il que ceux que l'on souhaite surveiller ne se cachent pas dans des montagnes inaccessibles ou n'utilisent pas des moyens de communication certes plus primaires mais plus sûrs que les téléphones portables... Car si les criminels ont su tirer profit des développements technologiques, certains, notamment dans les organisations terroristes, ont aussi compris l'intérêt de ne pas tomber dans le tout technologique. Alors que les opérateurs publics se lançaient dans une course effrénée pour le développement de nouveaux systèmes informatisés de renseignement, abandonnant ainsi le renseignement humain, certaines organisations criminelles continuaient, elles, à utiliser les bonnes vieilles méthodes de communication, les rendant ainsi indétectables.

La France a eu la chance, faute de moyens financiers et technologiques, mais aussi du fait de son expérience des attentats des années 1986 et 1995, et de la spécialisation de ses juridictions, de ne pas sombrer dans l'illusion de la ligne Maginot électronique. Son renseignement humain, en matière judiciaire, criminelle ou terroriste, a contribué à l'efficacité de ses dispositifs de prévention.

11. Note de renseignements stratégiques, Service canadien de renseignements stratégiques, novembre 2007.

12. *Times*, 31 août 2008.

13. Échelon est le dispositif intégré de renseignement technologique commun aux États-Unis, à la Grande-Bretagne, à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande.

La Grande-Bretagne a choisi un système fondé sur une théorie du « rien chez moi, ce que vous voulez ailleurs » – qui s’est effondrée en juillet 2005 – sans empêcher pour autant la prolifération des gangs et organisations criminelles sur son sol. Les États-Unis ont été victimes du tout technologique, surpassé par le high-tech du web et le low-tech des modes opératoires. Seule la police de New York a réussi à remettre sur pied un modèle intégré et efficace alors que le Los Angeles Sheriff Department réussissait à inventer un dispositif mutualisé combattant les gangs et le terrorisme. Le niveau fédéral restant très en retard.

VERS UN OUTIL DE DÉCÈLEMENT PRÉCOCE ?

Depuis peu, la France tente de se doter d’un outil de décèlement précoce et de détection des signaux faibles sur les questions criminelles et terroristes. L’idée de se servir du microscope pour voir de loin et du télescope pour identifier ce qui est proche, maladie congénitale des dispositifs occidentaux, fait peu à peu place à des efforts d’analyse et de prospective face à la tentation de la compilation.

15

Il faut essayer de transformer les outils pour les rendre à leur conception originelle et de faire revenir l’humain, la pensée atypique, l’avocat du diable, au cœur du système. Cet effort conceptuel et théorique, qui inverse une longue dégradation des travaux stratégiques sur les questions criminelles (mais aussi de défense), vise à mieux se préparer face aux événements en ne regardant pas seulement dans le rétroviseur.

Policiers, gendarmes, magistrats, militaires, universitaires avaient peu de moyens de dialogue et d’expression, tant la discipline hiérarchique et les logiques de carrières influaient sur la capacité à émettre des idées perturbantes, ou tout au moins non conformes au politiquement correct ambiant. La force, historiquement légitime et nécessaire, du dispositif de dissuasion qui voulait que notre sanctuarisation nucléaire puisse répondre à tout, avait annihilé les efforts de recherche sur les questions de sécurité stratégique. La chute du mur de Berlin, les opérations du groupe qu’on appelle Al-Qaïda en Afrique et au Yémen, puis le 11 Septembre, ont démontré l’inanité d’une « guerre au terrorisme » qui a hypnotisé et monopolisé les ressources des grands États, laissant le crime organisé se développer.

Il faut encore et toujours rappeler le mot du maître des criminologues, Sherlock Holmes (Conan Doyle écrivant sous sa dictée) : « En matière criminelle, une fois l’impossible supprimé, ce qui reste, même invraisemblable, doit être la vérité. » Pour de mystérieuses raisons, ce théorème

fondateur avait été oublié pour le crime et inversé pour le terrorisme (ce qui est invraisemblable étant supposé impossible).

La question criminelle est là. Tous les jours, que ce soit dans les pages des journaux, dans les informations télévisées, sur Internet ou dans quelques rapports confidentiels des services de police vite enterrés. Et, par la force de l'habitude mais aussi par volonté de ne pas s'attaquer à une question qui soulève beaucoup de passions et de réactions irrationnelles, personne n'y prête plus attention. Sans oublier une facilité médiatique qui voudrait régulièrement qu'on arrête le « dernier parrain » ou que le « numéro trois d'Al-Qaïda » ait été éliminé. Ce qui ne fait que précéder l'apparition, la semaine suivante, et dans le même organe de presse, du « nouveau parrain » ou d'une nouvelle hiérarchie d'Al-Qaïda, qui n'en a naturellement pas...

16

La globalisation du crime est un fait acquis, enraciné et présent pour longtemps. Selon le modèle réactif qui marque nos grandes structures d'État, la pression deviendra un jour tellement forte et tellement insupportable que, par effet de swing, une réaction aussi puissante, mais tardive, se mettra en place, forçant le crime à de nouvelles évolutions.

Rien ne sert de s'apitoyer. L'histoire montre que de telles organisations survivent mais peuvent être durablement affaiblies ou se rétracter, libérant des territoires perdus, émancipant des populations victimes et permettant au droit de reprendre toute sa place dans une société plus sûre où le risque, s'il ne disparaîtra jamais, sera moins élevé.

Il suffit de choisir le chapitre que l'on veut écrire.

R É S U M É

Le crime est devenu la plus importante entreprise globalisée du monde. Fonctionnant selon les règles de l'économie de marché, l'entreprise criminelle a réussi à dépasser les frontières physiques et culturelles, pour devenir un puissant opérateur de plus en plus intégré. Système spécialisé, le crime est en voie d'hybridation accélérée, intégrant la dimension terroriste au rythme de sa déterritorialisation et de la mutation entre action « politique » et dévoiement criminel.